

Amélioration du pouvoir d'achat, invitation à consommer sénégalais

Dans son allocution radio-télévisée d'hier soir le président a annoncé les mesures qu'il a prises à l'occasion du 1er mai, dont la baisse des denrées de première nécessité. Voici le texte de ce discours.

Travailleuses et travailleurs des villes et de la campagne, en cette fête traditionnelle du premier mai, je m'adresse à vous, pour vous apporter le salut chaleureux de toute la nation. Un salut mérite tant les efforts consentis par chacun d'entre vous dans son usine, dans son service ou son commerce, sur son champ ou sur son bateau de pêche incitant à la fierté et à la reconnaissance.

Le travailleur sénégalais mérite le respect, un respect d'autant plus sincère que je connais vos difficultés quotidiennes, liées comme partout en Afrique aujourd'hui à une conjoncture difficile.

J'ai reçu ce matin le Bureau Confédéral de la CNTS, dirigé par son secrétaire général, qui m'a soumis le cahier de doléances des travailleurs. J'ai tenu immédiatement à faire connaître mes décisions sur les problèmes les plus préoccupants. C'est l'objet de ce message.

M'adressant ce soir aux travailleurs, je m'adresse en réalité à tous les Sénégalais, aux ouvriers, aux artisans, aux employés, aux pêcheurs, aux paysans, aux éleveurs, aux fonctionnaires, aux ménagères, mais aussi à ceux qui se préparent à la vie active et à ceux qui l'ont quittée après avoir donné le meilleur d'eux-mêmes. Je vais donc vous parler de vos conditions de vie quotidienne et de ce qui vous préoccupe le plus : **de votre pouvoir d'achat.**

Mes chers compatriotes,

Vous le savez, **je réprovoque la démolition.** Qu'avons-nous entendu ces derniers mois ? Le riz à 60 francs. Les semences et les engrais gratuits. L'emploi pour tous et tout de suite. Et d'autres promesses toutes aussi stupides que leurs auteurs seraient incapables de réaliser, tout simplement parce qu'elles sont impossibles aujourd'hui. Croire à de telles élocutions, c'est faire confiance à des charlatans. Je le dis comme je le pense.

Il faut dire au peuple la vérité. En matière économique, la vérité est difficile, mais mon rôle est, aujourd'hui comme hier, de ne pas vous la cacher. **On ne peut pas donner ce que l'on n'a pas.** Pour toucher les fruits de son travail, il faut persévérer dans son effort. Cette remarque de bon sens - pourtant oubliée par ceux que je désigne comme de dangereux démagogues irresponsables - est le fil directeur de mon message de ce soir.

Parlons d'abord de l'arachide.

Je vous rappelle brièvement mes décisions de 1985 :

- la distribution gratuite de 60 000 tonnes de semences ;
- le prix d'achat aux producteurs à 90 francs le kilo ;
- la suppression des retenues semences et engrais, accompagnée pour ces derniers de la mise en place d'une subvention ;
- la liberté totale de commercialisation ;

- la création de la Caisse nationale de Crédit agricole ;

- la création en 1986 du Fonds de Garantie des prix de l'arachide.

Toutes ces mesures, et bien d'autres encore, ont donné des résultats qui ne se sont pas fait attendre. Chacun peut en juger. De 490 000 tonnes pour la campagne 1984-1985, la production est passée à 600 000 tonnes en 1985-1986 - la première année des réformes - puis à 840 000 tonnes en 1986-1987 et enfin pour la dernière campagne la récolte s'élève à 960 000 tonnes.

Les revenus qui ont été versés aux producteurs, grâce surtout au nouveau prix qui était offert, sont quant à eux passés de 21 milliards de francs, à 34 milliards, puis à 48 milliards et enfin pour la dernière année à 63 milliards. On rétorquera que les prix des produits consommés par les paysans ont aussi augmenté... Si on en tient compte, on constate que le **revenu réel des producteurs d'arachide a été multiplié par deux et demi en 4 ans.**

Prix au producteur

Ces mesures ont donc été bénéfiques aux paysans et c'est pourquoi la responsabilisation du monde rural restera l'axe principale de ma politique.

Mais mes chers compatriotes vous le savez, pendant le même temps les cours mondiaux, c'est-à-dire le prix auquel nous vendons l'huile d'arachide à l'étranger, n'ont pas cessé de baisser. Sur chaque kilo de graines achetées aux paysans, il y a en gros 45 francs de perte actuellement. Des efforts importants ont pourtant été consentis pour faire toutes les économies possibles, sur les semences, sur les points de collecte, sur le fonctionnement des usines de la SONACOS, et j'en passe. Malgré cela, il faut baisser le prix aux producteurs, parce que sans une telle décision difficile, l'année prochaine, toute l'économie arachidière, c'est-à-dire le cœur de notre agriculture, sera en faillite. **Le prix d'achat de l'arachide sera donc cette année de 70 francs, prix encore très nettement supérieur aux cours mondiaux et aux prix pratiqués par les pays producteurs de la région.**

Pour que le paysan s'y retrouve, il peut compter sur ses réserves de semences que je sais abondantes - même si comme chaque année vont bientôt apparaître les oiseaux de mauvais augure qui diront qu'il n'y a pas de semences dans les greniers - et sur des semences de complément qu'il trouvera en quantité et en qualité suffisantes.

Ces prix sont raisonnables. Le monde rural pour lequel des efforts considérables ont été consentis depuis quatre ans peut accroître sa production. Je vous donne un exemple, le rendement à l'hectare était de 560 kgs en 1984-1985, il est d'environ une tonne depuis trois ans. Même si le prix



d'achat baisse de 20 francs, si sa production augmente, le revenu du paysan restera beaucoup plus élevé.

Parlons à présent du riz. Il serait facile de dire n'importe quoi sur ce sujet qui intéresse toutes les familles sénégalaises. Et des stupidités mensongères n'ont pas manqué d'être prononcées par les démagogues dont je parlais tout à l'heure. Je suis obligé de le dire.

Le Sénégalais vous le savez consomme une denrée qu'il ne produit pas, ou du moins pas en quantité suffisante, ce riz que nous devons acheter chaque année pour environ 300 000 tonnes en Asie. Si on baisse son prix à la consommation pour le mettre par exemple à 100 francs, qui achètera le mil, le sorgho ou le maïs que produisent les paysans, sur nos terres et à la sueur de leur front ? Je veux au contraire assurer aux exploitants agricoles un travail et sa juste rémunération.

Pouvoir d'achat

Par ailleurs, je viens de le dire, depuis quelques années nous perdons beaucoup d'argent sur l'arachide : 33 milliards, cette année. Il nous faut donc économiser pour soutenir toute notre production nationale. Tel est le sens de la politique nationale que je défends et que je défendrai toujours contre ceux qui veulent ruiner notre agriculture et nous obliger à devenir les mendiants de l'aide internationale.

Soyons bien clairs. Le riz à 100 francs conduirait non seulement à la ruine de notre agriculture, mais aussi à ne plus pouvoir garantir les prix des produits de base comme l'arachide, mais encore à mettre en cause certaines dépenses courantes de l'Etat. Chacun d'entre vous le sait : avec un budget, que ce soit celui du ménage ou celui de l'Etat, on ne peut pas tricher.

Cela dit, je sais pourtant que dans les villes le pouvoir d'achat a cru : ces derniers temps une baisse prononcée. Ce fut hélas le prix à payer pour le redressement de notre économie dont les effets se sont déjà fait sentir dans les campagnes et qui réclame, encore du temps et de la persévérance pour l'être dans les villes.

Aujourd'hui, compte tenu des difficultés rencontrées dans les familles pour boucler leur budget, **j'ai décidé de ramener le prix du riz à 130 francs.** En prenant cette décision, qui correspond au maximum de ce qui peut être consenti - j'insiste fermement sur ce point -, j'en appelle à la conscience de tous les Sénégalais et davantage encore à celle des Sénégalais qui comprennent souvent mieux les problèmes d'économie familiale : cette baisse dictée par des considérations sociales ne doit pas les empêcher, bien au contraire, de consommer davantage nos céréales locales, la semoule et le couscous de mil, le riz de maïs et le niébé par exemple. A chaque fois qu'ils le feront, ils contribueront à mieux asseoir le développement de la nation.

Grâce aux améliorations obtenues depuis un an dans le secteur sucrier, **le prix du sucre va également baisser.** Cette décision qui était attendue pour l'année prochaine peut être prise dès maintenant. **Le kilo de sucre en poudre va être fixé à 320 francs au lieu de 355 francs et celui du sucre en morceaux à 340 francs au lieu de 375 francs.**

Emplois

Vous connaissez déjà la baisse du prix de la graine d'arachide et vous vous attendez naturellement à une répercussion sur le prix de l'huile d'arachide. J'ai également décidé que l'huile d'arachide sera moins chère. **Le prix du litre d'huile d'arachide en fût est donc fixé à 350 francs.**

Faites le compte, une baisse de 30 francs sur le riz, de 35 francs sur le sucre et de 50 francs sur l'huile d'arachide. A l'heure actuelle il est impossible de faire plus. Les nouveaux prix entreront en vigueur le 4 mai prochain.

Travailleuses, Travailleurs, mes chers compatriotes,

Le premier mai de l'année prochaine, la fête du travail doit concerner un nombre plus important qu'aujourd'hui de personnes ayant un emploi stable.

Cette question cruciale de l'emploi intéresse aussi bien les jeunes qui ont décidé de se consacrer sérieusement

à leurs études pour apprendre un métier, les victimes de licenciements dans l'industrie, le commerce ou les banques, les défilés des organismes parapublics ou nos frères émigrés de retour au pays.

L'emploi est la première priorité de ma politique. La Délégation à l'Insertion, à la Réinsertion et à l'Emploi est opérationnelle et reçoit chaque jour des dossiers de candidats. Je l'ai placée à mes côtés pour suivre son travail de très près. Le Fonds national de l'Emploi est également en état de fonctionner pour financer les projets valables présentés par les promoteurs. Des lignes de crédit existent pour toutes les catégories sociales victimes des difficultés économiques que nous rencontrons. D'ici la fin de cette année, ce mécanisme devra permettre de créer 1500 à 2000 emplois nouveaux. J'entends aussi que ce fonds permette de résoudre le cas douloureux de nos diplômés, comme les médecins par exemple dont nous avons besoin dans certains quartiers des villes comme dans les villages reculés du Sénégal ou d'autres qui attendent.

Je pense aussi à d'autres formules, comme les chantiers d'emplois, tournés par exemple vers la réalisation de grands travaux pour la reforestation, la construction d'écoles et de centres de santé, l'aménagement de pistes de production, l'entretien des infrastructures existantes, etc. Je n'oublie pas le canal du Cayor, la refection du Ferlo et d'autres grands projets.

Une dynamique nationale doit se créer autour de l'emploi. Mais pour ce faire, il faut nécessairement resserrer la cohésion sociale et familiale, recréer sans cesse les bases d'un dialogue franc, à l'abri du mensonge dont certains de mes concitoyens, de mes frères, ont été dernièrement les victimes.

A l'image de la solidarité qui fonde les décisions que je viens de prendre en ce qui concerne les prix aux producteurs et à la consommation, j'en appelle avec confiance à l'esprit de responsabilité de tous.

Sénégalaises, Sénégalais, hôtes étrangers qui vivez parmi nous, Bonsoir !

*Titre et intertitres sont de la rédaction.